



PrevPrécédentNewsletter #144 – Télétravail – Élection suivi fond Amadeus – CSE  
Juillet-Aout en bref – Le saviez-vous? Bulletin de paie  
SuivantNewsletter #145 – Intersyndicale – Négociations – Représentants du fond  
Amadeus – CSE Septembre-Octobre en bref – Le saviez-vous? RTTs imposés, Taux  
d’impôt – Aide CFDTNext

Accueil  
Newsletters

Intersyndicale – Projet d’accélération de la délocalisation vers les  
pays à bas coût ?

16 octobre 2025

Question posée à l’expert-comptable du CSE, en présence de la direction, le 26  
septembre :

« Compte-tenu des résultats d’Amadeus sur 2024 et des perspectives qui vous ont  
été présentées, estimez-vous qu’il existe une justification économique à  
d’éventuelles réductions d’effectif que la direction pourrait s’apprêter à annoncer ?  
».

Réponse : « NON ». Et pourtant ...



cgt-amadeus.fr



amadeusnce.fieci-cfecgc.org



cfdt-1a.fr



cftc-amadeus.fr

**Question posée à l'expert-comptable du CSE, en présence de la direction, le 26 septembre :** « Compte-tenu des résultats d'Amadeus sur 2024 et des perspectives qui vous ont été présentées, estimez-vous qu'il existe une justification économique à d'éventuelles réductions d'effectif que la direction pourrait s'approprier à annoncer ? ».  
Réponse : « **NON** ». Et pourtant ...

## ►► Suppressions d'emplois ultra-rapides aux Etats-Unis

La direction a donné à peine neuf jours aux salariés Amadeus pour souscrire à son *Voluntary Separation Incentive Program* – du 2 au 10 octobre, sous peine de perdre ensuite leur emploi avec des conditions financières moins « avantageuses ».

## ►► Pendant ce temps, ...

► Depuis le début de l'année, Amadeus a racheté environ **1 milliard d'euros** de ses propres actions, et versé **626M€** de dividendes aux actionnaires.

► Amadeus **France** bénéficie d'un fort soutien de l'Etat et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) :

- **200M€ d'impôts économisés en 3 ans grâce au Crédit Impôt Recherche et à l'IP Box** – selon l'expert-comptable du CSE, des dispositifs fiscaux censés soutenir et développer l'emploi en France.
- **450M€** de prêts de la BEI depuis 2020 pour développer la R&D en Europe.

► Selon l'expert-comptable du CSE, qui a rendu son rapport fin septembre :

- « le **cash dégagé par l'activité continue à progresser (+16%) après financement des investissements (en hausse) et représente 22% des ventes, un niveau historiquement élevé.**
- Le groupe affiche toujours en 2024 une **structure financière très saine, lui donnant les moyens d'investir.**
- La **politique de haute rémunération des actionnaires se traduit par 904 M€ distribués en 2024 et 79% du cash flow.** »

Amadeus ne fait pas face à des difficultés économiques, comme cela a pu être le cas au moment de la pandémie de Covid-19. Au contraire, selon IATA : en août, le trafic passager a cru de 4,6% (Year-on-Year) et devrait poursuivre sa progression dans les années à venir.

Aujourd'hui, la direction motive les suppressions d'emplois par sa volonté de **maintenir la marge d'EBITDA à 38,5%** – un niveau déjà extrêmement élevé.

En annonçant qu'elle souhaite réduire les effectifs dans certaines régions au profit de pays où le coût du travail est moins cher, la direction fait le choix de faire payer les salariés en organisant des **délocalisations** pour soutenir le cours de l'action et verser la majorité du cash aux actionnaires, aux dépens des investissements.

Comme l'affirme l'expert-comptable auprès du CSE, **il n'existe aucune justification économique à des suppressions de postes**, dont les conséquences pourraient être catastrophiques en raison d'un marché informatique en berne au plan national et dans les Alpes-Maritimes.

En 2024, le nombre de salariés classés « Development Needs » (DN) a été multiplié par 3 sous l'influence de directives arbitraires visant 5% des effectifs. La DRH nous avait assuré que cela n'aurait aucune conséquence sur l'emploi des salariés concernés. Pourtant dans son message du 29 septembre, Luis Maroto annonce que le « *performance management* » sera un des critères pris en considération pour les suppressions d'emplois.

**Prochaines échéances  
IMPORTANTES**



**CE Européen  
22 Octobre**



**CSE France  
7 novembre**